

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2014- 240**

**PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET OUVERTURE D'UN DÉBIT  
DE BOISSONS TEMPORAIRE DE 2<sup>ème</sup> CATÉGORIE**

***Le Maire de la Ville de Juvignac,***

***Vu*** le Code des Collectivités Territoriales, articles L.2212-1 et L. 2212-2,

***Vu*** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 3334-2, L 3335-1 et L 3352-5,

***Vu*** les articles L.1, L.48 et L.49 du Code des débits de boissons et les mesures contre l'alcoolisme,

***Vu*** les arrêtés préfectoraux n°91-1-2257 du 2 juillet 1991 relatif aux zones protégées, n°90-1-0957 du 28 mars 1990 et n°93-1-1685 du 22 juin 1993 relatif aux horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons et des restaurants,

***Vu*** la demande, en date du 10 juin 2014, de Madame Marie MACHERY, représentant l'association KA DANSE sise place des Lavandes 34990 Juvignac, sollicitant l'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion du gala de danse de l'association qui aura lieu Place Saint Michel le 14 juin 2014,

***Considérant*** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics,

***Considérant*** l'engagement de Madame Marie MACHERY, à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics,

***Considérant*** que la demande constitue la deuxième autorisation de l'année en cours,

**ARRÊTE**

**Article 1** : Madame Marie MACHERY est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion du gala de danse de l'association, qui aura lieu le samedi 14 juin 2014 Place Saint Michel, de 18h00 à 20h00.

**Article 2** : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tel que le définit l'article L.1 du Code des débits de boissons, c'est-à-dire les boissons non alcoolisées et les boissons alcoolisées fermentées non distillées, à savoir : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, vins doux naturels, crèmes de cassis, jus de fruit ou de légumes fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool.

**Article 3** : Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques ;
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs ;
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme ;
- Rappeler aux participants, ainsi qu'aux consommateurs, que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui ;
- Ne pas servir à une personne manifestement ivre ;
- Respecter la tranquillité du voisinage ;
- Respecter l'heure prescrite par le règlement interne de la manifestation.

**Article 4 :** Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit de boissons temporaire.

**Article 5 :** Madame Marie MACHERY est autorisée à occuper un emplacement Place Saint Michel en vue d'exercer, un spectacle et débit de boissons, à l'occasion du Gala de Danse de l'association, le samedi 14 juin 2014 de 18h00 à 20h00.

**Article 6 :** Le pétitionnaire est tenu de laisser les lieux en parfait état de propreté et ne devra en aucun cas endommager le revêtement de la parcelle prévu à cet effet. Dans l'hypothèse où l'emplacement occupé subirait des dégradations, la remise en état serait exécutée par l'administration communale au frais du titulaire de la présente autorisation.

**Article 7 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express. Elle est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 8 :** Toutes infractions au dispositif du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R.610-5 du nouveau Code Pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et les règlements en vigueur et notamment aux dispositions relatives à la répression de l'ivresse publique et à la protection des mineurs contre l'alcoolisme.

**Article 9 :** Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

**Article 10 :**

- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Juvignac ;
- Le commandant de Brigade de la Gendarmerie de St Georges d'Orques ;
- Le chef du service de police municipale ;
- Madame Marie MACHERY,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et prendra effet à compter de sa publication.

Ampliation du présent arrêté sera transmise aux personnes susvisées.

Fait à Juvignac, le 10 juin 2014

Le Maire



Jean-Luc SAVY